

Notre chercheur **Annelies Hodge** a eu l'opportunité de participer à des événements autour de rencontre ministérielle de l'OMC, grâce aux généreuses subventions d'Équiterre, de la Chaire de Responsabilité Sociale et de Développement Durable, et du programme MBA-Recherche de l'Université du Québec à Montréal. Les articles dans ce bulletin sont inspirés de cette expérience. Pour en savoir plus, n'hésitez pas à la contacter (hodge.annelies@courrier.uqam.ca).

Vous aurez l'occasion de lire en page 3 les réflexions de **René Audet** concernant cette même conférence.

Vous trouverez également en page 14, le compte-rendu de **Pierre-Olivier Tremblay**, également présent à Hong-Kong. Enfin, **Lysiane Roch**, notre rédactrice en chef, nous offre en page 15 la primeur de l'entrevue qu'elle a réalisé auprès de Sylvain F. Turcotte, directeur de recherche au GRIC.

Bonne lecture à tous!

O e c o n o m i a H u m a n a

Février 2006, édition spéciale OMC

Éditorial, Lysiane Roch, rédactrice en chef

Le cycle de Doha : au service de quel développement?

Entre le déclenchement des élections fédérales et les derniers achats de Noël, la rencontre de l'Organisation Mondiale du Commerce à Hong Kong est passée relativement inaperçue. On ne peut pas dire pour autant que l'enjeu des discussions était banal, bien au contraire. Faisant partie du cycle de Doha sur le développement, la rencontre ministérielle de Hong Kong devait résoudre un des enjeux les plus significatifs pour les pays en développement, soit l'agriculture. En effet, lorsqu'on sait que 70% des Africains vivent d'agriculture¹, on comprend qu'il est impossible de penser au développement sans s'arrêter d'abord à la question agricole. L'agriculture est liée de façon très étroite à la fois aux enjeux sociaux et aux enjeux environnementaux. Elle est indissociable de la sécurité alimentaire ainsi que des emplois dans les pays du sud comme du nord. Sur le plan environnemental, l'agriculture est en relation avec la qualité de l'eau, des sols et même de l'air².

Jusqu'à maintenant, les pays les plus pauvres sont les grands perdants du commerce agricole mondial. Si on prend le secteur du coton par exemple, on constate que les subventions des États-Unis sont si importantes (près de 4 milliards US par année) qu'elles font à elles seules baisser les prix mondiaux d'environ 15%. Il devient dès lors particulièrement difficile pour les pays d'Afrique de l'ouest de compétitionner de tels prix. Il n'y a pas que le coton qui fasse l'objet de telles subventions : il en va aussi de même pour les oranges, le soja, le maïs, les produits

laitiers et une diversité d'autres biens produits en Amérique du Nord ou en Europe de l'ouest. C'est justement pour remédier à cette situation défavorable pour les pays du sud que le Programme de Doha sur le développement a été lancé en 2001. Ce cycle devait poursuivre le processus de libéralisation des échanges agricoles entamé avec l'Uruguay Round.

Si, dans ce contexte, la rencontre de Hong Kong pouvait soulever certains espoirs, elle en a surtout déçu plus d'un. À tout le moins a-t-elle permis à l'OMC de conserver une certaine crédibilité. L'Europe s'est engagée à éliminer ses subventions à l'agriculture en 2013 alors qu'on souhaitait 2010 et elle continuera à verser 40 milliards de dollars en subventions internes. Les États-Unis, quant à eux, ne couperont qu'une partie de l'aide accordée à leurs producteurs de coton⁴. Il faut surtout noter qu'en échange de ces quelques cadeaux, «les pays riches ont arraché aux pays pauvres des concessions vitales dans le domaine des services (ouverture de l'eau, de l'éducation et de la santé, par exemple, aux investissements étrangers) et de produits manufacturés [...]»⁵.

Le développement devra donc attendre la prochaine rencontre ministérielle, voire le prochain cycle de négociations. Toutefois, doit-on conclure qu'une libéralisation complète du commerce agricole permettrait aux pays du sud de sortir de la pauvreté? Quel développement les négociations de

l'OMC, même réussies, sont-elles en mesure d'offrir? Ces questions restent ouvertes. Comme nous le fait remarquer Turcotte⁶, l'échiquier est beaucoup plus complexe qu'il ne le paraît. Dans un contexte de libéralisation complète, aucun pays africain ne pourrait par exemple rivaliser avec l'agro-industrie brésilienne ou argentine⁷. Surtout, on peut se demander à qui profite l'argent généré par les exportations des pays du tiers-monde. Le remplacement des cultures vivrières par des cultures d'exportation implique non seulement un transfert de la terre des paysans à l'industrie, mais aussi le remplacement de produits de consommation par la production de denrées de luxe (fleurs, viande, coton, crevettes, sucre) qui ne contribuent souvent en rien à assurer une sécurité alimentaire mondiale ni locale, d'autant plus que l'argent que ces productions génèrent ne permet souvent pas d'acheter une quantité de nourriture équivalente à celle qui était produite initialement⁸. Face aux monocultures industrielles d'aliments génétiquement modifiés, fortement consommatrice d'énergie et d'intrants chimiques, un paysan qui choisit de produire de façon écologique des denrées de base et de les vendre à des consommateurs locaux en payant convenablement ses employés a-t-il une quelconque chance de gagner dans le grand jeu du commerce international libéralisé?

1- À ce sujet, voir *The Doha development round*, d'Annelies Hodge, dans ce numéro.

2- Un kilogramme de raisins transporté à travers le monde contribue à envoyer dix kilogrammes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Shiva, Vandana. 2002. «Globalisation of agriculture, food security and sustainability». Chap. in *Sustainable agriculture and food security: the impact of globalisation*, London: Sage, p.11-72.

3- Annelies Hodge, *Op. Cit.* 1

4- Salvat, Jean-Marc. 2005. «Supprimer l'OMC?». *Le Soleil*, p. A16.

5- Citation d'Aftab Alam Khan, dans :

Khan, Jooneed. 2005. «Le statu quo de l'OMC : un sur-sis». *La Presse*, Monde, p. A25.

6- Voir l'entrevue avec Sylvain F. Turcotte, dans ce numéro.

7- *Ibid.*

8- Avec sa production de fleurs destinée à l'exportation, l'Inde a assez d'argent pour importer seulement le quart de la nourriture qu'elle aurait produit sur le même territoire. Voir : Shiva, Vandana. 2002. «Globalisation of agriculture, food security and sustainability». Chap. in *Sustainable agriculture and food security: the impact of globalisation*, London: Sage, p.11-72.

Reproduit avec la permission du *South China Morning Post*



L'Archipel du Commerce

Analyse des adversités et des solidarités à la Ministérielle de Hong Kong

Par René Audet,

Doctorant en sociologie et chercheur à la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie, UQAM¹

Depuis Seattle, chaque lendemain de conférence ministérielle est ponctué des questions habituelles : qui sort vainqueur des négociations? S'agit-il d'une avancée ou d'un échec? Il convient selon nous d'aborder ces questions avec nuance en tenant compte de trois éléments. Premièrement, les négociations donnent lieu non pas à une seule bataille, mais bien à plusieurs, ce qui peut rendre l'identification d'une vainqueur inappropriée. Deuxièmement, il faut se rappeler que l'échec d'une conférence ministérielle est loin de représenter l'exception dans l'histoire des négociations multilatérales sur le commerce, comme en témoigne le fait que la Conférence de La Havane, citée comme moment fondateur du système de régulation commerciale actuel, ait subi le même sort suite au retrait des États-Unis. Troisièmement, il faut aussi compter parmi les forces à l'œuvre dans les négociations les organisations non gouvernementales (ONG) des secteurs civique et privé² de la société civile ainsi que les parlementaires.

Alors qu'en est-il de Hong Kong? Afin d'appréhender les résultats de la sixième conférence ministérielle, nous analyserons ici les positions et les actions des principaux groupes de négociation dans leurs adversités et leurs solidarités.

Le bloc étatsunien.- Nous parlons ici d'un bloc étatsunien pour référer à la configuration du pouvoir et des intérêts au sein même de la puissance étatsunienne. Procédons par des exemples. Les enjeux du soutien interne et de l'accès aux marchés, qui constituent deux des trois piliers des négociations sur l'agriculture, présentent actuellement les plus grands défis pour le cycle de Doha. Aucun accord n'est d'ailleurs intervenu là-dessus à Hong Kong malgré l'ouverture apparente du négociateur en chef étatsunien, Rob Portman. C'est que le travail de ce dernier est considérablement compliqué par deux puissants acteurs de la scène politique américaine : le lobby agricole qui refuse toute concession au niveau des subventions à l'interne et des tarifs à l'importation (accès aux marchés), et le Congrès qui appui les demandes du lobby agricole tout en revendiquant plus d'ouverture des marchés dans des secteurs comme celui des services ou des produits non agricoles. C'est, selon nous, cette *triade étatsunienne* 'affaires extérieures-lobby agricole-Congrès' qui est responsable de la mesure des concessions des États-Unis à Hong Kong, laquelle est minimale.

Le bloc européen.- On peut semble-t-il analyser le bloc européen de façon similaire. Le négociateur européen Peter Mandelson arrivait à Hong Kong sur la défensive suite aux pressions exercées à l'automne par les États-Unis et le G20 à propos de l'accès aux marchés pour les produits agricoles et des subventions à l'exportation. Mais une pression a aussi été appliquée à l'interne par la puissante *Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles* (FNSEA), dont un représentant affirmait que Mandelson est l'ennemi des agriculteurs : « He is the enemy. We think he wants to destroy EU agriculture and we don't think he's paid to do that. We think he's paid to defend the EU interests – including ours »³. En appui à ses *exploitants* agricoles, la machine de négociation française était d'ailleurs armée d'une menace de Jacques Chirac selon laquelle il opposerait un veto à tout accord dépassant les échéanciers de la *Politique Agricole Commune* (PAC). Tout comme son adversaire étatsunien, le bloc européen doit être compris extensivement, en incluant les acteurs qui, même s'ils n'ont aucun pouvoir décisionnel à l'OMC, détiennent un pouvoir de persuasion qui a très clairement marqué la *Déclaration ministérielle* de Hong Kong.

Le G20.- L'association des membres du G20 met sans doute plus les États à l'avant plan, notamment le Brésil et l'Inde. On y retrouve néanmoins les signes que les acteurs privés et civiques de la société civile y bénéficient aussi d'une certaine écoute. La position du G20 en est une pour la libéralisation et l'accélération des réformes de l'OMC dans le secteur de l'agriculture. Ses membres sont des pays exportateurs de denrées clairement alignés sur les intérêts agro-industriels internes, et qui insistent sur l'importance d'appliquer le principe fondamental du cycle de Doha : le développement grâce au libre commerce. Parallèlement, le G20 sait profiter du capital de légitimité de la société civile mondiale⁴ pour prendre le contrôle de l'agenda des négociations depuis l'échec de Cancun. Lors de la cinquième ministérielle, par exemple, les ministres du G20 scandaient ouvertement le slogan de la société civile : *No deal is better than a bad deal!* À Hong Kong, le G20 a obtenu une date (2013) pour la fin des subventions à l'exportation, mais a surtout réussi à préserver l'unité interne et avec le G90, et à éviter que le cycle de Doha se trouve définitivement compromis.

Le G90.- Alors que les négociations stagnaient du fait des querelles Etats-Unis-Europe, le G20, le G90, les pays ACP (Afrique-Caraïbe-Pacifique) et les Pays les moins avancés (PMA) ont ouvertement affiché leur unité à propos des négociations prioritaires : un résultat rapide sur la question du coton, une date fixe pour la fin des subventions à l'exportation et l'accès au marché du Nord sans droit ni quota pour les PMA. Aussi mitigés soient-ils, il y eu des résultats sur ces trois questions à Hong Kong. On doit cependant appréhender le potentiel de divisions pour la suite des choses, notamment au sujet de l'accès au marché sans droit ni quotas pour les PMA⁵. Plusieurs pays, dont la plupart parmi le groupe ACP, profitent actuellement d'un accès préférentiel aux marchés du Nord conféré sur la base de conditions historiques et politiques et inscrits, par exemple, dans les *Accords de Cotonou* avec l'Union Européenne. Lorsque les pays développés ouvriront leur marché aux produits de l'ensemble des PMA, plusieurs d'entre eux se retrouveront face à une compétition grandissante de la part des autres PMA. Même si l'unité a primé sur la concurrence cette fois-ci, il est possible qu'il en soit autrement lors des discussions sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles ou non agricoles.

Le 'Cotton 4'.- À Cancun, l'exploit des pays africains cotonniers fut d'avoir imposé un débat sur le cas du coton en marge des négociations sur l'agriculture. En désaccord avec ce parallélisme entre coton et agriculture, les Etats-Unis revendiquent que le premier soit traité dans le cadre de la seconde, mais déjà depuis les résultats de juillet 2004, les textes officiels mentionnent que la question doit être traitée « de manière ambitieuse, rapide et spécifique »⁶. Or, il faut savoir que l'initiative africaine sur le coton est le fruit de la collaboration entre des ONG réformistes du Nord, des syndicats paysans africains ainsi que de leurs gouvernements⁷ : le 'Cotton 4' ne se limite donc pas à quatre gouvernements. Et bien qu'elle n'ait pas encore débouché sur des règles avantageuses pour les pays cotonniers et que les engagements étatsuniens de Hong Kong sont faibles, la proposition sur le coton s'est imposée comme une bataille de plus dans l'arène

multilatérale, au centre de laquelle les Etats-Unis subissent les feux de la coalition des pays du Sud.

Car il existe bel et bien une coalition du Sud. Ce 'Sud global', qui représente la convergence limitée et fragile des intérêts portés par les États des pays en développement et les acteurs de la société civile mondiale, considère qu'il peut profiter d'un nouvel accord sur l'agriculture et de mesures renforcées pour le développement. Malheureusement, ces deux secteurs de négociations font partie d'un programme global de négociations qui inclut notamment les services et l'accès aux marchés pour les produits non agricole. Dans ces secteurs le Sud ne sera pas globalement gagnant et sa cohésion est donc menacée par ce que cache potentiellement le *package* de Doha. La fin du *fast track* en 2007 aux Etats-Unis exerce cependant une pression sur le calendrier des négociations et il serait surprenant que l'année qui vienne soit assez longue pour que soit accompli dans les services et l'accès aux marchés ce que l'on a tant de mal à accomplir en agriculture.

¹ Cette analyse a été menée au sein de la Chaire MCD, dans le cadre du projet de recherche CRSH (2005-2008) : *Gouvernance mondiale, démocratisation ou privatisation du système international ?*

² La distinction est de Jules DUCHASTEL. 2004. « Du gouvernement à la gouvernance. Crise ou ajustement de la régulation néolibérale ». In *La régulation néolibérale. Crise ou ajustement?*. Sous la dir. de CANET, R. et J. DUCHASTEL, Montréal : Athéna Éditions, p. 17-47.

³ Tom MITCHELL. « Down but not out on french farm », *South China Morning Post*, 15 décembre 2005, page 6.

⁴ Voir Beck, Ulrich. 2003. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*. Paris : Alto Aubier, 561 p.

⁵ Stuart BIGGS. « Developing nations form united front », *South China Morning Post*, 17 décembre, page 3.

⁶ OMC. *Ordre du jour provisoire*, Conférence ministérielle, Sixième Session Hong Kong 13-18 décembre 2005.

⁷ Voir CANET, R. et R. AUDET. 2005. « La société civile à l'Organisation mondiale du commerce : Vers une gouvernance mondiale plus équitable ? », dans *Revue Autrepart*, no 35, octobre, pp. 145-160.

DID YOU KNOW?

According to Oxfam, `developing` countries that export to rich country markets face US\$100 billion a year in tariff barriers, four times higher than those encountered by rich country exporters.

SAVIEZ-VOUS QUE?

Selon Oxfam, pour chaque tranche de 100\$ qui est générée par les exportations dans le monde, 97\$ vont aux pays moyennement ou très favorisés, alors que seulement 3\$ vont aux pays les plus pauvres.

WTO: THE BASICS

by Annelies Hodge

BACKGROUND OF THE WTO

The **rapid expansion of international trade**, a key factor in the globalization of markets, has been one of the **defining characteristics of the world economy since 1945**. In 1970 just one-eighth of the world's products were traded internationally, now it is one-fifth with international trade being crucial to every nation.

One of the **principal reasons for this rapid expansion** has been the **steady removal of government-imposed barriers to international trade**, both in terms of tariff and non-tariff barriers (such as quotas and subsidies). Industrialized countries' tariffs on manufactured goods have fallen from around 50% in 1948 to an average of 3.7% today. This removal of trade barriers has been **co-ordinated and promoted under the framework of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)**. The GATT was originally agreed to in 1947 with 37 signatory countries (11 from the 'developed' world), but it has been broadened through successive rounds of negotiations and growing membership. Today 149 nations are part of the WTO, over ¾ of them being from 'developing' nations.

The most ambitious, and in many ways the most controversial, negotiating round was the Uruguay Round that was completed in 1994. Amongst other things, this round led to the **creation of a permanent rules-based body based in Geneva, the World Trade Organization (WTO), inaugurated on the 1st of January 1995**, as well as the full-fledged membership of 'developing' countries, and the TRIPS agreement on intellectual property which mandated patent protection for many things including pharmaceutical drugs.

THE OBJECTIVE OF THE WTO

The **WTO's overriding objective is to help trade flow smoothly, freely, fairly and predictably**, whereby protection measures are gradually reduced and maintained, so that countries can focus on trading in those areas where they have a comparative advantage without discrimination of countries or firms based on their origin.

WTO PRINCIPLES

This objective is based on a **number of core prin-**

ciples which are not only embedded in the GATT, but in all other WTO agreements, including the General Agreement on Trade in Services (GATS), and the Agreement on Trade-Related Intellectual Property Rights (TRIPS). The core principles are found in the following articles:

GATT Articles I ('most favoured nation' treatment) and III ('national treatment') outlaw discrimination in trade: **WTO members are not permitted to discriminate between traded 'like products' produced by other WTO members, or between domestic and international like products.**

GATT Article XI ('elimination of quantitative restrictions') **forbids any restrictions other than duties, taxes or other charges on imports from and exports to other WTO members.**

The **WTO agreements do permit unilateral trade restrictions under certain circumstances, when they are 'necessary to protect human, animal or plant life or health'** (GATT Article XX(b)) **and those 'relating to the conservation of exhaustible natural resources if such measures are made effective in conjunction with restriction on domestic production or consumption'** (GATT Article XX(g)).

As agreements cannot deal with every specific traded product or service, such principles help to guide governments seeking to follow the general rules laid down in WTO agreements. The WTO ensures that these principles are followed by overseeing the implementation of the GATT framework which is continually adjusted through negotiation rounds between members.

WTO ROLES AND FUNCTIONING

Thus a **key role of the WTO is not just to oversee the implementation of the GATT** and a range of additional trade-related agreements which have been developed in parallel, **but also to act as a negotiation forum for its members**. Traditionally this has taken place through a process of concession exchange. For example, a country like Canada may be willing to reduce its tariffs on sugar if others are willing to reduce restrictions on the importations of telecommunications equipment, a key sector for Canada.

In addition to acting as a negotiating forum, **the WTO is also an arbitration system to settle trade**

disputes. Country members of the WTO can make complaints to a panel, usually composed of 3-5 trade experts, against another country that it deems non-compliant with WTO rules. The decision of the panel can be appealed to the appellate body which generally is composed of international lawyers. They review the evidence presented by the parties, which may include arguments from third-party countries who have declared an interest in the case, and interpret their evidence with regard to WTO rules. Based on these arguments the panel determines whether the measures under dispute, such as regulations, tariffs or subsidies, are WTO-compliant or not. If the defending country is found non-WTO rule compliant it has to remove the measures in dispute. If the defendant does not implement the panel or appellate decision, the complaining country has the right to use trade sanctions which can take the form of tariffs on imports from the defending country for the equivalent value of the estimated loss. Since decisions can only be overturned by a negative consensus among all WTO members – which has never happened – this quasi-judicial system is, at least in theory, a powerful body for resolving conflicts and ensuring that trade rules are interpreted and applied consistently around the world.

In summary, the role of the WTO is to oversee the implementation of the GATT, as well as to act as a negotiation forum and a quasi-judicial system for dis-

pute resolution. This has created a much more powerful and far-reaching system of trade rules than had previously existed. In fact, **the WTO remains unique in its function as an international tribunal, being one of the very few international organizations which can effectively enforce the application of its agreements.** In other words, unlike other international treaties on human rights or the environment, the WTO has its own “teeth”.

REFERENCES:

Blouin, Chantal. 2005. “What is the World Trade Organisation? Can it contribute to fairer global trade?”. The North-South Institute.

Brack, Duncan. “The World Trade Organization and sustainable development: a guide to the debate”. Chatham House Energy, Environment and Development Programme. December 2005.

DID YOU KNOW?

Unlike other international treaties on human rights or the environment, the WTO has its’ own “teeth”. This is because one of the functions of the WTO is to act as an international tribunal which can effectively, at least in theory, enforce the application of its’ agreements (refer to article WTO: The Basics in this bulletin for more details).

DID YOU KNOW?

Since China became a member of the WTO in 2001, the US-trade deficit with China has almost doubled to over US\$162 billion, according to the German Spiegel magazine. In fact, within the coming months this deficit is expected to climb to over US\$200 billion. It is also the main reason for the biggest trade deficit in the history of the US, which also happens to be the largest trade deficit between any two nations in the history of the world.

THE DOHA DEVELOPMENT ROUND

By Annelies Hodge

The new round of talks which began during the **WTO Ministerial in Doha (2001)** and which continued in Cancun (2003) were set to cover: the four unresolved issues of investment, competition, government procurement and trade facilitation from the Singapore Ministerial (1996) pushed mainly by 'developed' countries; further liberalization of agriculture and services (envisaged in the Uruguay Round agreement); implementation issues from the Uruguay round; and a new trade and environment agenda. **Dubbed the 'Doha Development Round', these negotiations were meant to focus on the needs of 'developing' countries.**

Talks collapsed in Cancun when 'developing' countries refused to buy-in to what was considered a pro-rich country agenda. For the first time 'developing' countries emerged as a much more organized negotiating bloc, in particular the G20, a group of middle-income 'developing' countries with significant agricultural exports. Other groups which grew from this meeting include the G33 led by Indonesia and focusing on proposals for special and differential treatment of special products, and the G90, the 'least-developed' countries together with other developing countries from Africa, the Caribbean and the Pacific. Many of them were angry about the heavy costs of implementing the agreements from the Uruguay round, particularly TRIPS, and the lack of value they got in return from 'developed' countries. **Today, despite the fact that 80% of the world's population lives in the 'developing' world they represent only 31% of world trade¹.**

Due to the failures of Cancun and the inability of members to reach agreement within the allocated timeframes before Hong Kong (**the Doha Round was supposed to have been completed in early 2005 and all six deadlines set were missed**), the more ambitious components of the Doha Development Round (such as competition and investment) were sidelined for the Ministerial in December, 2005. **The most important issue for this ministerial was agriculture, considered by some as the 'last major frontier for trade liberalization', where in contrast to manufactured products trade distortions remain significant.**

For most 'developed' countries agricultural and related activities are not of great economic significance (their priorities are for further liberalization of services and non-agricultural goods), **however farmers organisations and pressure groups still hold considerable political clout** and are resisting such changes. This explains the massive agricultural subsidies that the U.S. continues to give to its farmers, such as the cotton-growers who receive almost US\$4 billion per year in subsidies that are said to deflate global cotton prices by approximately 15%, despite massive international criticism.

Many 'developing' countries, however, are **pushing for** agricultural reform (including an end to domestic support, dumping and limitations on market access), in order to assist the industry on which the majority of their citizens depend. As it currently stands, 'developing' countries only capture 1/3 of world agricultural trade, and Africa only 4%, despite the fact that 70% of all Africans and 90% of poor people work primarily in agriculture². Thus, **an improvement in the prices of agricultural goods which would follow reduced subsidies in 'developed'-country markets, as well as greater access to 'developed'-country markets for 'developing' countries, would make a real difference to global poverty reduction** (refer to article "WTO Ministerial Meeting 2005: The Missed Opportunity for Development and Poverty Reduction" within this bulletin for more information). Whilst an interim last-minute deal in Hong Kong to end farm export subsidies by 2013 and open rich-country markets a bit wider to the world's poorest nations managed to save the talks from complete collapse, it has been suggested that the **Doha Development round is still 40% from being completed³.**

As WTO members were unable to reach an agreement on this issue in Hong Kong, largely seen as a result of U.S. and E.U. unwillingness to make agricultural compromises, **WTO members will be under pressure to reach a final agreement in 2006.** The shape of that deal, which will include agricultural and non-agricultural market access, is

still largely unclear. **Whilst many have become cynical to the promise that the Doha Development Round will focus on the needs of 'developing' countries, one can only hope that increasing pressure from some of these countries and NGOs will help to balance the scales.**

¹Oxfam Magazine. "The WTO road to Hong Kong: will the talks work?" within *Hong Kong 2005 – WTO City*, No. 2, 2005.

² Oxfam Magazine. "The WTO road to Hong Kong: will the talks work?" within *Hong Kong 2005 – WTO City*, No. 2, 2005.

³ Chalmers, John and Coghill, Kim. "World trade deal survives stormy Hong Kong talks", www.reuters.com, December 18, 2005.

REFERENCES

Association québécoise des organismes de coopération internationale. « L'OMC en bref ». Fiche d'information 1, Novembre 2005.

Association québécoise des organismes de coopération internationale. « Trois des grands enjeux de décembre 2005 à Hong Kong ». Fiche d'information 1, Novembre 2005.

Brack, Duncan. "The World Trade Organization and sustainable development: a guide to the debate". Chatham House Energy, Environment and Development Programme. December 2005.

Blouin, Chantal. 2005. "What is the World Trade Organisation? Can it contribute to fairer global trade?". The North-South Institute.

Chalmers, John and Coghill, Kim. "World trade deal survives stormy Hong Kong talks", www.reuters.com, December 18, 2005.

International Fair Trade Association. "Position paper on cotton, cotton textiles and the WTO", 8 December, 2005.

Oxfam Magazine. "The WTO road to Hong Kong: will the talks work?" within *Hong Kong 2005 – WTO City*, No. 2, 2005.

Oxfam Media Briefing File. "Hong Kong WTO Ministerial", December 2005.

Oxfam Briefing Paper. "Africa and the Doha Round: Fighting to keep development alive". November 2005.

Pfahl, Stephanie et al. "Is the WTO the only way? Safeguarding Multilateral Environmental Agreements from international trade rules and settling trade and environment disputes outside the WTO." Briefing paper by Adelphi Research, Friends of the Earth Europe and Greenpeace. September, 2005.

SAVIEZ-VOUS QUE?

Selon Oxfam, si l'Afrique, l'Amérique Latine et le sud et l'est de l'Asie augmentaient leur part des exportations mondiales de seulement 1%, 128 millions de personnes pourraient sortir de la pauvreté.

SAVIEZ-VOUS QUE?

Le personnel et le budget de l'OMC sont relativement petits en comparaison d'autres organisations internationales. L'OMC n'a que 630 employés (principalement des traducteurs) et dispose d'un budget de 139 millions US, soit beaucoup moins que les Nations Unies, la Banque Mondiale ou le FMI

INSIDE THE WTO MINISTERIAL MEETING: AN OUTSIDERS PERSPECTIVE

By Annelies Hodge

On the 9th of December, 2005, I set off as a privileged part of the NGO Équiterres Fair Trade team, to work as a volunteer in the parallel *Fair Trade Fair and Development Symposium* which was held next to the WTO Ministerial. The official talks were held between the 13th and 18th of December in Hong Kong, a thriving metropolis of 7 million people returned to China in 1997, where eastern traditions mix with western ways, and high-tech modernity imposes itself on scattered reminders of its old colonial past.

I embarked on this adventure with an understanding of the WTO system which I suspect was not much greater than that of the average citizen. Of course I'd heard of the WTO often enough, I'd read a little bit about it, I knew it was there to regulate world trade, and I'd even been touched by some of its decisions (like the flooding of Chinese products into the Canadian market and the closing of several textile manufacturing firms in Montreal). But basically I had no idea about the mechanisms of the WTO, including the processes by which decisions are influenced, agreed upon, and ultimately enforced.

The *Canadian Forum on Fair Trade and the WTO* organised by Équiterre on Friday the 2nd of December 2005 helped to clear my cloudy comprehension. Here speakers such as Chantal Blouin from the North-South Institute, Mark Fried from Oxfam Canada, and Jason Potts from the International Institute for Sustainable Development discussed the WTO, how it works, and the challenges for Fair Trade within this context. Presentations from two African representatives, Kariyon Robert Somé from Burkina Faso and Ibrahim Moussa from Niger, also helped to put a real face on the implications of WTO decisions in `developing` countries. This helped me to understand the basics (refer to the article "WTO: The Basics" within this bulletin), but still I had little real knowledge of how the entire system works. The real learning occurred on the ground, in the chaotic streets of Hong Kong...

The official WTO negotiations were set up in the Hong Kong Convention and Exhibition Centre. This area was surrounded by a series of strategic road blocks, guarded by Chinese police and military representatives. These security personnel may have looked rather threatening with their full-body pro-

tection gear and fancy weapons, but they tended to smile a lot and tried to help with directions (despite the fact that for most of them it was their first time in Hong Kong). Each NGO was allowed 3 passes to move within the first section of the official WTO area (including the press room where country statements were regularly dispersed), and there was no way that any associates without passes could even get into this initial space (believe me I tried). Of course registered media, including students from university radio stations, had access to this area too. Finally, all official members of government coalitions were able to move between both this first more open area and the second more exclusive one. Their actual coalition numbers varied greatly from the rich and powerful nations such as the U.S., which was rumoured to have had over 300 representatives, to the largely under-funded countries like Sierra Leone, which had just 2 representatives (the trade minister and a volunteer from Europe). As countries are free to send as many representatives as they can afford, it is easy to understand why 'developed' countries tend to dominate the very lengthy and complex negotiations that occur. According to many people I spoke to, the poorest members struggle to even fund delegations, let alone build the adequate legal capacity needed to navigate the complex discussions.

Within the centre there are many ways that negotiations are shaped to reach agreements. Members of the WTO, usually represented by trade ministers and other officials, engage in formal negotiations through a series of committee meetings. Here they meet with committees by sector, such as representatives of the agricultural sector including their lobby groups but also sometimes businesses and NGOs, to negotiate the parameters of their countries' position in a particular area. One-on-one discussions also occur between countries and with ministers chairing meetings to assess positions and help draft texts with the WTO secretariat. In turn papers are submitted and press conferences are held in the press room I mentioned earlier, whereby proposals are made on procedures and the nature of commitments members are willing to make, and what they want in return. These draft texts are shared, reviewed and developed by other members for discussion. In some cases, such as for trade in services, this is done in a bilateral manner with offers made directly between nations.

Outside of the centre, in the adjacent *Fair Trade Fair and Development Symposium*, there was much criticism of this negotiating process from both NGO representatives and government officials, particularly those from 'developing' countries. The closed-door nature of many negotiations which occurred in the second area of the centre tends to favour a few 'developed' countries that have the muscle to push their demands onto less powerful members. Furthermore, NGOs are generally not able to participate in these negotiations, so their main way of influencing discussions is to try to influence national governments. In Hong Kong they did this in many ways. For example, they organised the large protests that occurred daily on the streets and were diffused via the media to all corners of the globe. They also organised the *Fair Trade Fair and Development Symposium*, where official delegations and members of the public could learn about the challenges and benefits of fair trade directly from 50 producers (representing 50 'developing' nations), or participate in a series of related formal and informal discussions. Finally, NGOs attended official government events which occurred in various locations around the official site. For Canada this was in the basement of the Ritz-Carlton Hotel, where they had the chance to touch elbows with ministers, senators, industry representatives, the media, and other NGOs. These, as well as the less formal discussions

over meals, occurred day and night, and around the clock.

From Équiterre representatives (who networked, led trade tours and discussions all day, and wrote articles or gave interviews up until the early hours of the morning), to the negotiators (who hardly slept and continued talks around the clock), it became clear that WTO Ministerials are places where people work hard and passionately to defend their interests. The real differences are in the nature of those interests. Some farmer groups from 'developed' nations were in Hong Kong defending interests that concern just a few percent of their own countries' population, whilst many NGOs were there to defend interests that concern more than 80% of the total global population. What I finally learnt is that the functioning of the WTO, from negotiations through to enforcement, still largely favours the self-interest of a privileged few at the expense of the poor majority. It is no wonder then that the Hong Kong Ministerial, which was meant to endorse a package of pro-development trade rules that focussed on the needs of 'developing' countries, didn't live up to its objective (for more information please refer to the article "The Missed Opportunity for Development and Poverty Reduction" or "The Doha Development Round" in this bulletin).

DID YOU KNOW?

More than 50% of Africa's export earnings are derived from a single commodity, making commodity pricing pressures a major concern for these nations. This dependency is shown in the table below:

<p>Crude petroleum: Angola (92%) Congo (57%) Gabon (70%) Nigeria (96%) Libya (61%) Équatorial Guinea (91%)</p>	<p>Coffee: Burundi (76%) Ethiopia (62%) Uganda (83%) Cotton: Burkina Faso (41%) Chad (37%) Mali (41%)</p>	<p>Tobacco: Malawi (59%) Copper: Zambia (52%) Diamonds: Botswana (91%) Republic of Congo (71%) Uranium: Niger (59%)</p>
---	---	---

Figures based on an Oxfam Briefing Paper "Africa and the Doha Round : Fighting to keep development alive" using data from the Overseas Development Instituted and UNCTAD.

FREE TRADE, FAIR TRADE OR FAIRER TRADE?

By Annelies Hodge

If you're confused about what fair trade actually is, don't worry, you're not the only one. At the *Hong Kong Fair Trade and Development Symposium* last December, which ran in parallel to the WTO Ministerial, it became apparent that **whilst everyone agrees that trade should be fair, they have very different understandings of what that means.** These differing views, which can be grouped into three main visions, led to many crossed wires and heated debates...

The **first vision of fair trade** presented by many businesses, government officials and even some NGOs is **really just free trade.** Despite evidence to the contrary, some still believe that free trade, with unrestricted flows of goods and services, can actually rid the world of poverty and make everyone wealthier in the process. In this neo-liberal world trade will be fair once the market is left to operate as efficiently as possible, although many now admit that some regulation is necessary. I heard speakers referring to this as "liberalisation with a face". **The majority of WTO members, companies and the World Tourism Organisation seemed to fit into this category.**

The **second vision of fair trade** began in response to the failings of the first vision, in the belief that a **different form of trade** could help to eradicate, rather than perpetuate, poverty. This is **Fair Trade, represented by a group of non-profit organisations** including the Fair Trade Labelling Association, Max Havelaar, Équiterre and the Fair Trade Advocacy Office. Such trade is fair so long as it satisfies 7

principles: (1) direct exchange with cooperatives without intermediaries; (2) a just price; (3) long term engagement; (4) access to credit; (5) democratic and transparent organisation; (6) protection of the environment; and (7) local community development. Over 5 million people in 58 'developing' countries benefit from this trade, producing **certified Fair Trade coffee, chocolate, sugar, bananas, rice, cacao** and more recently products such as **footballs.** This trade vision generally maintains the highest social and environmental standards and thus **makes the greatest contribution towards sustainable development.**



The **last group** who advocated fair trade can be said to **represent ethical trade or fairer trade.** They believe that **conventional trade can be fair**

and just for all, **as long as some of the rules are changed** or made more equitable. Whilst this trade can be said to generally contribute more to social and/or environmental issues than the free trade vision, it is generally conducted in an ad-hoc manner and as such it is **difficult to ascertain how effective such developments are.** Many conference participants fell into this category including different NGOs, certain 'developing' countries in particular such as India, social or environmental **labelling groups** such as Fair Trade in Tourism South Africa, many **handicraft cooperatives, and those multinationals who go beyond standard practice**

THE MISSED OPPORTUNITY FOR DEVELOPMENT AND POVERTY REDUCTION

By Annelies Hodge

There is no question that urgent action is needed to fight poverty. In fact, nearly 900 million (around 30 times the population of Canada) suffer from lack of food and around 1.2 billion people – most of them farm workers and rural poor – live on less than \$1 a day and struggle to send their children to school, or to buy medicines and enough food¹. Africa, sometimes called the “forgotten continent”, is the only continent to have become poorer since 1979, with poverty increasing by 3% and the average life expectancy falling to 41 years². Moreover, 33 of the 49 countries defined by the UN as “least developed countries” are in Africa. Africa is not expected to meet the Millennium Development Goals (MDGs) which include halving the incidence of poverty, achieving universal primary education, reducing child mortality, combating AIDs and other diseases, and ensuring environmental sustainability. This would require, amongst other things, doubling the Official Development Assistance flows, debt relief well beyond the levels of the recent G8 deal, and new trade rules that go much further than the recent World Trade Organisation (WTO) negotiations in responding to the needs of poor countries.

Whilst the 10 year old WTO is very young compared to other international bodies such as the United Nations (UN), it grew out of and is largely a continuation of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) that emerged from the United Nations Conference on Trade and Employment held in Havana, Cuba in 1947. Within the post World War II family of global institutions, GATT was created to enforce trade rules necessary to regulate the behaviour of governments and global corporations that engage in international trade, with trade fairness seen as an important deterrent to war. Yet, according to the Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), rule-making for global trade has lost its purpose and the WTO has increasingly come to emphasize tariff reduction and the deregulation of capital whilst excluding a much needed focus on livelihoods, fairness and development.

The Doha Development Round, the current round of talks agreed to at the Doha Conference in Qatar in 2001, presents a new opportunity to renew the global communities commitment to fairness in trade, human rights and the integration of economic, social and ecological sustainability. The Doha Declaration (paragraph 2) states that “International trade can

play a major role in the promotion of economic development and the alleviation of poverty...the majority of WTO members are developing countries. We seek to place their needs and interests at the heart...”. In the past, WTO negotiations were largely dominated by the U.S.A. and Europe, with input from some other countries such as Japan and Canada. The Cancun meeting in 2003 confirmed a trend which began in Seattle in 1999, where a group of African countries stopped the conference for its failure to integrate their interests. The Hong Kong ministerial meeting in 2005 was the third ministerial dedicated to the Doha Development Round with the potential to improve the plight of millions of the poorest people. According to Oxfam, if Africa, East Asia and Latin America were each to increase their share of world exports by just 1%, 128 million people could be lifted out of poverty. Despite the noble promises about giving ‘developing’ countries improved opportunities for trade, income generation and employment, on the eve of the Hong Kong meeting it was clear that the talks had drifted off course, blamed by many on “rich countries” pursuit of their naked self-interest”. In fact, the Doha Round was supposed to have been concluded in early 2005, well before the Hong Kong meeting, but WTO members were nowhere near reaching agreement and all six deadlines set in the Doha Declaration were missed.

Looking back, 2005 could be seen as a disappointing year for development and poverty reduction all-round. Although the July G8 meeting in the UK was meant to focus on Africa, the September UN summit in New York was meant to assess progress towards meeting the MDGs, and the December WTO Ministerial Meeting was meant to endorse an initial package of new, pro-development trade rules, none of them seem to have lived up to the grand promises about pro-poor development made by ‘developed’ country leaders. The G8 summit did agree to cancel 100% of debt owed to the African Development Fund, the World Bank and the International Monetary Fund by 18 countries covered by the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) initiative, and donors also agreed to increase aid commitments that could add US\$16 billion to the global aid budget by 2010³. However overall, the commitments fell far short of what is needed to enable poor countries to reach the MDGs or what those involved in the live 8 concerts hoped to achieve. At the UN summit two months later, little real progress was made towards tackling world pov-

erty. Whilst talks in Hong Kong were saved from collapse with a last minute interim deal to end farm export subsidies by 2013, most 'developing' countries were left feeling disappointed and short-changed. In fact, all of these events seem to highlight the major lack of coherence between government talk and action. Whilst G8 leaders were professing a commitment to development in Gleneagles, their trade negotiators in Geneva were blocking WTO talks, and back home officials were warning negotiators should 'stay poker-faced' and not agree to any changes to farm programs.

Given this lack of decisive commitment, major inequalities between the few 'haves' and the majority 'have-nots' are set to continue. Today 'developing' countries only represent 31% of world trade despite the fact that more than 80% of the world's population lives in the 'developing' world⁴. In terms of agriculture, 'developing' countries capture only 1/3 of trade, and Africa only 4%⁵. As 90% of poor people, including 70% of all Africans, work primarily in agriculture, an improvement in agricultural policies which favours these people would make a real difference to poverty reduction⁶. Yet trading policies remain greatly skewed in favour of wealthy nations. For example, developing countries that export to rich-country markets face \$100 billion a year in tariff barriers, four times higher than those encountered by rich country exporters⁷.

Today, with only 10 years remaining before the 2015 deadline set by the MDGs, only Latin America and the Caribbean are set to reach the MDG target of cutting the proportion of hungry people in half from 800 million to 400 million. The last minute deal reached in Hong Kong appears unlikely to be able to shift this balance, and many millions of people will continue to suffer due to the lack of courage, coherence and capriciousness of a privileged minority.

¹ Oxfam Media Briefing File. "Hong Kong WTO Ministerial", December 2005.

² Oxfam Briefing Paper. "Africa and the Doha Round: Fighting to keep development alive". November 2005.

³ Oxfam Briefing Paper. "Africa and the Doha Round: Fighting to keep development alive". November 2005.

⁴ Oxfam Magazine. "The WTO road to Hong Kong: will the talks work?" within *Hong Kong 2005 – WTO City*, No. 2, 2005.

⁵ Oxfam Magazine. "The WTO road to Hong Kong: will the talks work?" within *Hong Kong 2005 – WTO City*, No. 2, 2005.

⁶ Oxfam Magazine. "The WTO road to Hong Kong: will the talks work?" within *Hong Kong 2005 – WTO City*, No. 2, 2005.

⁷ Oxfam Media Briefing File. "Hong Kong WTO Ministerial", December 2005.

L'OMC rebondit... mais pas très haut !



Par Pierre-Olivier L. Tremblay
pol.tremblay@hec.ca

L'auteur représentait le Groupe HumaniTERRE, de HEC Montréal, dans le délégation de Équiterre lors de la conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong en décembre dernier.

En décembre dernier avait lieu la sixième conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce à Hong Kong dans le cadre du Programme de travail de Doha, appelé le cycle du développement. Après l'échec de la conférence de Cancun en 2003, les pays membres se devaient de trouver un accord sur les thèmes chers aux pays en voie de développement pour permettre la poursuite du processus. Ainsi, les négociations sur l'agriculture et le coton devaient faire l'objet d'un accord avant de faire progresser les pourparlers sur les services et l'accès au marché pour les produits non-agricoles. En effet, les subventions agricoles dans les pays riches provoquent artificiellement une pression à la baisse sur les prix dans les marchés internationaux, ce qui contraint les producteurs des pays du Sud à vendre leur récolte à rabais et parfois même à abandonner leur culture.

En même temps et au même endroit que la conférence ministérielle, plusieurs acteurs de la société civile, membres des délégations du sud, chercheurs et autres citoyens préoccupés par les retombées des négociations commerciales sur l'environnement et les conditions de vie de millions de personnes dans les pays pauvres se regroupaient aussi pour discuter des enjeux du développement. La Fair Trade Fair and Symposium était organisée en parallèle avec la conférence ministérielle pour donner une tribune et une voix aux producteurs du Sud et inviter les négociateurs, dignitaires et autres citoyens curieux à visiter les conférences, panels et expositions. Plusieurs manifestations ont certes teinté les rues de Hong Kong entre le 12 et le 18 décembre, mais c'est dans l'espoir de créer des ponts entre la société civile et son institution internationale que Pascal Lamy, Directeur Général de l'OMC, a participé à l'une des conférences plénière d'ouverture de notre forum sur le développement durable et le commerce équitable.

Le colloque Fair Trade Fair and Symposium fut un espace d'échange incroyable entre les organisations de partout dans le monde, autant du Nord que du Sud. C'est une démonstration impressionnante que la société civile internationale est maintenant bien organisée, informée et réseautée. Les discussions sont restées très liées aux thèmes abordés dans les négociations, mais sans se limiter au cadre imposé par l'Organisation. Ainsi, la conférence ministérielle de l'OMC, au delà de sa déclaration finale, a représenté une occasion supplémentaire pour les groupes de citoyens de forger et renforcer une alternative au

système conventionnel : le commerce équitable.

De nombreux producteurs des pays en voie de développement sont venus témoigner des bénéfices réels qu'amènent les initiatives du mouvement du commerce équitable dans leurs communautés. Il s'agit d'un levier efficace pour favoriser la prise en charge de l'économie locale par les communautés et supporter des projets de développement qui émergent directement des populations concernées. Le commerce équitable fournit non seulement un revenu plus juste pour le travail des producteurs, mais favorise l'organisation démocratique et la stabilité, éléments essentiels pour établir des objectifs à long terme comme le développement d'un système d'éducation et de santé ou l'amélioration des techniques de production et de transformation des produits.

Concernant les négociations, la déclaration survenue à la dernière minute fut tout à fait inattendue et certains pas ont été faits dans la bonne direction vers les objectifs du cycle de Doha. Pour la première fois, des dates et des pourcentages de réduction des barrières tarifaires et des subventions à l'exportation ont été apposés aux grands principes de développement. C'est un début. Notamment dans le cas du coton, les États-Unis se sont engagés à réduire leurs subventions à l'exportation dès 2006. Cependant, il serait erroné de considérer ces réductions comme des concessions, étant donné le jugement de l'organe de règlement des différends survenu en 2005 qui déclarait ces subventions illégales.

Il est clair que les pays industrialisés mettent énormément d'emphase sur la moindre concession allouée aux pays en voie de développement, sans pour autant prendre de réelles positions en faveur de la réduction de la pauvreté. Les minces concessions ont été obtenues en échange de gains substantiels dans les négociations sur les services et les biens manufacturés, souvent néfastes aux pays du Sud. Aussi, les subventions à l'exportation ne représentent que de faibles pourcentages des aides aux producteurs. La déclaration ne fait état d'aucun avancement sur les subventions internes provoquant des distorsions sur les marchés, comme celles aboutissant au dumping.

Les petits pas réalisés lors de cette conférence ministérielle de l'OMC auront certes sauvé le cycle de Doha et remis les négociations sur les rails, mais les avancées sont ridicules en regard des objectifs de développement visés, soit d'utiliser le commerce comme levier pour sortir des millions de personnes de la pauvreté.

L'agriculture à la rencontre de l'OMC à Hong Kong : bilan et enjeux

Entrevue avec Sylvain F. Turcotte.

Par Lysiane Roch, Assistante-chercheure à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, rédactrice en chef d'*Oeconomia Humana*

Sylvain F. Turcotte est directeur de recherche au groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC) et chargé de cours au département de science politique de l'UQAM. Suite à la rencontre de l'Organisation mondiale du commerce à Hong Kong, Monsieur Turcotte a accepté de répondre à nos questions au sujet de l'agriculture et du commerce international, un sujet qui, comme nous le verrons, est très complexe.

Lysiane Roch: Quels étaient, selon vous, les principaux enjeux de la rencontre de l'Organisation Mondiale du Commerce à Hong Kong? Quelle place la question de l'agriculture y prenait-elle?

Sylvain F. Turcotte: Contrairement aux cycles de négociation précédents, ceux de Tokyo et de l'Uruguay, le cycle de Doha en est un qui est consacré au développement et, par extension, aux pays moins développés. Puisqu'on parle de commerce, puisqu'on s'intéresse à la libéralisation des échanges internationaux, si on veut servir les pays en développement, on doit inévitablement parler d'agriculture car dans ces pays, les secteurs qui ont un potentiel d'exportation importants sont généralement les secteurs agricoles. Mais, justement comme le démontre le cycle de Doha depuis son lancement, la question est centrale parce que les États-Unis, l'Union Européenne, le Canada et le Japon financent massivement et protègent leur secteur agricole, à un point tel que ces politiques produisent un effet de dumping sur les marchés internationaux. Face à une telle situation, beaucoup de petits pays n'arrivent plus à placer leurs produits sur ces marchés parce que, par exemple, le coton subventionné par les États-Unis, le sucre et les fruits subventionnés par les européens créent des situations où beaucoup de pays se retrouvent exclus des marchés d'exportations, parce qu'essentiellement les politiques d'appui aux exportateurs, ou encore les politiques de quota, vont maintenir en place des systèmes agricoles qui n'ont plus rien à voir avec ce qu'on appelle généralement « les lois du marché » et qui protègent les agriculteurs des pays développés. Dans ce contexte, il est évident que si on lançait un nouveau cycle de négociations qui devait toucher, intéresser et intégrer dans le jeu les pays en développement, on devait absolument parler d'agriculture. C'est pour cette raison que très rapidement on a vu de nouvelles coalitions apparaître à l'OMC, coalitions qui étaient directement associées aux négociations agricoles. Ici, les gros joueurs de l'hémisphère Sud en terme d'agriculture sont le Brésil et l'Argentine, les pays du MERCOSUR, qui sont arrivés avec beaucoup de moyens et très décidés à ouvrir les marchés agricoles des pays développés.

Tout cela rend les négociations très difficiles car on retrouve maintenant dans certains pays, comme l'Argentine, le Brésil et même Uruguay, de véritables agro-industries très fortement capitalisées et vraiment très efficaces. On peut voir par exemple dans le sud du Brésil de grands champs de soya ou des moissonneuses-batteuses qui cueillent les fèves et le font sans chauffeur car ces machines, souvent plus d'une quinzaine avançant en rangs bien serrés, sont dirigées par un satellite qui les contrôle via un système GPS. Ce sont donc des systèmes très fortement capitalisés, à haut rendement technologique qui font de ces pays des acteurs puissants au plan des négociations agricoles multilatérales. Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, ces avantages ne proviennent pas des bas salaires accordés aux travailleurs ruraux. Évidemment, ces pays souhaitent tous placer leurs produits plus facilement sur les marchés les plus dynamiques, les marchés de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord, et c'est pour cette raison que le Brésil est à l'origine de la formation du G-20 dans les semaines précédant la rencontre de Cancun à l'automne 2003, un regroupement de pays du Sud qui était aussi au cœur des négociations à Hong-Kong dernièrement. Le G-20 est une coalition très hétérogène qui regroupe des pays souvent peu comparables ; aux côtés du Brésil il y a par exemple l'Inde qui est très protectionniste en matière d'agriculture, ou encore la Chine qui partage très peu avec les grandes économies du Sud en matière d'agriculture. En fait, on y retrouve beaucoup d'acteurs qui sont motivés par différents types d'intérêts. Certains pays africains par exemple, qui pendant longtemps ont reçu l'aide de l'Union européenne, veulent maintenant avoir un peu plus de marge de manoeuvre. Ceux-ci désirent surtout qu'on arrête de financer la production du coton aux États-Unis pour que leurs propres producteurs de coton locaux puissent enfin vendre leurs produits sur les marchés internationaux. En Asie, c'est le riz japonais qui profite de subventions extrêmement généreuses alors que beaucoup de petits pays plus pauvres dans la région aimeraient en produire et l'exporter vers le Japon. Évidemment, il y a des dynamiques différentes dans chaque région, mais les conflits politiques et les négociations tournent essentiellement autour de ces enjeux.

De l'autre côté des tables de négociations, les États-Unis et l'Union européenne exigent que ces pays ouvrent des secteurs modernes de leur économie, très souvent les services et les marchés publics, en échange d'une ouverture de leurs propres marchés agricoles. Le Canada est dans la même situation. Nous avons un petit marché, à cause de notre population réduite, mais nous finançons nous aussi beaucoup la production agricole. Au Québec par exemple, la production laitière profite de généreuses subventions. Dans les prairies canadiennes ce sont le blé et l'élevage bovin. Le Canada et le Québec sont aussi concernés par ce qui se passe à l'Organisation mondiale du commerce, et plus particulièrement depuis le lancement du cycle de Doha. Il y avait par exemple des délégués de l'Union des Producteurs Agricoles à Hong-Kong qui tentaient de rencontrer des gens influents car on ne veut absolument pas que les différents paliers de gouvernement diminuent les niveaux de protection dont profitent les agriculteurs québécois.

On a toujours tendance à concevoir les pays du sud comme étant les victimes exploitées voulant ouvrir davantage les marchés des pays du nord dominants, mais c'est beaucoup moins simple. Il y a beaucoup de petits pays africains et caraïbéens qui aimeraient vendre leur coton, leurs fruits ou leur sucre sur les marchés européens, mais ils ne pourraient survivre si le sucre ou le coton brésilien, ou encore le soya argentin, commençaient à circuler librement sur les marchés européens. Les plus petits seraient alors délogés très rapidement. C'est toujours trompeur quand on nous parle du G-20, ou encore du Brésil devenu le sauveur de l'humanité. Non, le Brésil est motivé par ses propres intérêts, l'Argentine et l'Inde ont leur agenda national à défendre à l'échelle multilatérale.

L.R. On a souvent tendance à penser que la libéralisation complète du secteur agricole serait une bonne solution pour favoriser le développement des pays du sud, mais finalement ce ne serait donc pas tous les pays du sud qui en sortiraient gagnants.

S.F.T. C'est justement là que le problème réside; il y aurait aussi des perdants au Sud. Ce n'est pas pour rien que le Brésil et l'Argentine sont à l'origine du G-20 car l'agriculture c'est vraiment leur dossier. Pour des raisons géographiques, dans le sud du Brésil et en Argentine il peut y avoir trois, sinon quatre récoltes par année. En terme de capacités de production rien n'est comparable, il n'y a aucun pays africain qui peut rivaliser avec de telles conditions. Et par ailleurs, en ce qui concerne les pays développés, pour les États-Unis par exemple, pour le Japon ou l'Union européenne, il y a une dimension hautement stratégique qui est associée à l'agriculture. Si on libéralise à l'échelle mondiale et qu'il n'y a plus de

blé qui pousse en territoire des États-Unis, qu'il n'y a plus de bœufs qui sont élevés là-bas, le pays sera rapidement confronté à un problème de sécurité. Cela signifie qu'un pays ennemi pourrait stopper l'approvisionnement agricole et affamer une population. Cette dimension sécuritaire, très stratégique, est indissociable des négociations. On ne le dit jamais, ces enjeux n'apparaissent jamais dans les textes officiels, mais c'est évident que c'est une dimension centrale dans les calculs des négociateurs commerciaux. Par exemple, les japonais, qui voient à leur porte une immense Chine qui s'installe lentement mais sûrement dans l'espace asiatique, veulent absolument qu'il y ait toujours des cultures de riz au Japon, peu importe le prix. Pour des raisons stratégiques, ils ne sont pas prêts à éliminer les champs de riz sur le territoire national et à l'acheter un peu plus au sud, au Vietnam, aux Philippines ou dans les autres pays où on en fait la culture. Le problème se pose dans les mêmes termes pour les États-Unis. Il est évident qu'on n'accepterait pas d'abandonner la production du soya ou l'élevage des bovins, parce que ces activités sont liées à l'autonomie nationale et ce sont des considérations de sécurité.

L.R. À part la sécurité, pensez-vous que d'autres facteurs expliquent cette attitude protectionniste?

S.F.T. La sécurité, c'est le facteur dont on entend parler le moins souvent, mais il compte parmi les plus importants. Il y a aussi des questions politiques qui sont associées aux subventions agricoles. Aux États-Unis, on l'a vu avec le *Farm Bill*, il est évident que l'augmentation de l'appui public aux agriculteurs des États-Unis a permis aux républicains d'être réélus. On sait par exemple que le frère du président actuel est le gouverneur de la Floride, et qu'en Floride on retrouve des producteurs d'oranges et d'agrumes, un secteur qui est très protégé aux États-Unis. Les producteurs brésiliens veulent absolument exporter leur jus d'orange et leurs fruits sur les marchés des États-Unis, mais puisque George W. Bush doit son premier mandat aux quelques mystérieux votes républicains de Floride, il y a ici une dimension politique à prendre en considération. Plus généralement, compte tenu que l'électorat républicain se retrouve souvent dans des régions agricoles, une aide gouvernementale peut se traduire en appuis au parti républicain. Il y a des enjeux de sécurité, mais il y a aussi une importante dimension politique, aux États-Unis comme dans les autres pays développés.

En effet, en Europe aussi il y a une importante dimension politique associée aux subventions à l'agriculture, et là le jeu est plus complexe. L'Union européenne repose sur quelques grandes politiques qui lui donnent sa cohérence, et la Politique agricole commune compte parmi les plus importantes. On a négocié au sein de l'Europe un pacte qui oblige les pays du nord de l'Europe (l'Allemagne, le Danemark, l'Angleterre, les Pays-bas, etc.) à financer une Politique agricole

commune qui bénéficie aux pays du Sud de la région (France, Espagne, Portugal, Italie). La Politique agricole commune constitue le principal poste budgétaire dans les finances de l'Union et représente environ 50 % des dépenses annuelles. L'Union européenne est indissociable de sa Politique agricole commune, parce qu'elle permet de maintenir ensemble des pays qui ont des intérêts souvent très divergents. Pour beaucoup d'analystes, il s'agit du compromis sur lequel repose l'édifice européen. Pour donner un exemple des moyens qu'on a donné à cette politique, il suffit de se rappeler que chaque taureau de la Camargue, chaque taureau andalou, reçoivent un salaire annuel représentant quelques centaines d'euros. Ces animaux obtiennent donc plus d'argent que beaucoup de producteurs africains qui tentent d'exporter leur coton ou leurs arachides sur les marchés internationaux. Puisque la moitié du budget de l'Union européenne est dirigée vers la Politique agricole commune, on comprend vite qu'il y a aussi une dimension politique très importante associée à la viabilité du projet européen. Pour vous donner de quoi réfléchir sur l'importance de la question, vous devez savoir que les dix nouveaux membres de l'Union européenne n'y ont pas encore droit parce que si la Pologne reçoit l'équivalent de ce dont profite chaque année l'Espagne ou la France, l'Union européenne est en faillite. Bien entendu, cette politique constitue un des principaux obstacles à une entente en matière d'agriculture à l'OMC. Les Européens ont amorcé une réforme en 2004, mais les résultats sont trop modestes si on les compare à ce que demandent le G-20 et les autres pays de l'Hémisphère Sud.

Un autre élément important est associé à la Politique agricole commune de l'Union européenne, qui s'exprime cette fois-ci au niveau de la politique étrangère de l'UE. Les Européens ont pendant longtemps réussi à construire des clientèles politiques en Afrique en achetant leurs produits, et en les revendant ensuite sur les marchés internationaux à des prix moins élevés qu'ils les ont payés. Cette manoeuvre leur a permis d'avoir autour d'eux dans les forums internationaux des coalitions de pays pauvres, la plupart du temps d'anciennes colonies françaises ou britanniques, prêts à appuyer l'Union européenne sur des questions de politiques internationales. Si on achète des produits à un prix assez élevé, et qu'ensuite l'Europe les revend sur les marchés internationaux mais, cette fois-ci beaucoup moins cher, la manoeuvre vient modifier évidemment les rapports entre l'offre et la demande sur les marchés mondiaux. Évidemment les producteurs agricoles des autres régions qui ne bénéficient pas de ces largesses sont très critiques à l'égard de ces comportements.

L.R. Qu'est-ce que vous feriez comme bilan de la rencontre de Hong Kong?

S.F.T. On n'y a pas fait grand chose, mais on s'est au moins entendu sur une date, ce qui signifie qu'on a

rallongé le cycle, parce qu'il se terminait très bien-tôt, et on s'est aussi entendu sur un calendrier de négociations et un objectif, mais on n'a pas trouvé de compromis en ce qui concerne la question des réductions tarifaires. Les européens voulaient une date finale pour l'élimination des subventions à l'agriculture. On a accepté je crois 2010 alors que l'Europe préférait 2013. Évidemment le plus difficile reste à venir, mais heureusement on n'a pas fermé la porte comme à Seattle en 1999, à la fin du cycle de l'Uruguay. Mais je pense que ni les États-Unis, ni l'Union européenne ne pouvait se permettre un autre échec comme celui de Seattle en 1999 ou encore Cancun en 2003. Il y a quand même un problème, parce que le président des États-Unis va perdre le *trade promotion authority*, qui lui permet de négocier indépendamment du Congrès. Il le perd je crois en juin de l'année prochaine, ce qui veut dire qu'il faut qu'on procède rapidement. Si on n'a pas réussi à trouver un terrain d'entente minimal, avant décembre de cette année, alors les États-Unis ne participeront pas à l'accord, ce qui veut dire que le cycle de négociations sera placé sous respirateur artificiel. Mais on a l'habitude de ce genre de difficulté: le cycle de l'Uruguay a duré deux fois plus longtemps qu'il devait durer, le cycle de Tokyo également. On rallonge les cycles parce que ces négociations sont très difficiles. Par exemple, au niveau du cycle de l'Uruguay, qui a mené à la création de l'OMC en 1995, les seuls acteurs vraiment importants étaient le Japon, le Canada, les États-Unis et l'Union européenne. Même à quatre, on a eu beaucoup de difficulté à trouver un terrain d'entente. Cette fois-ci, parce que c'est un cycle qui tourne autour du développement, qui concerne tout particulièrement les pays de l'Hémisphère Sud, il y a beaucoup plus de joueurs, ce qui signifie aussi que des problèmes d'action collective risquent de se présenter. Beaucoup de coalitions se sont formées et ceci rend les négociations beaucoup plus difficiles. Par exemple, à Hong-Kong quatre pays africains exportateurs de coton se sont regroupés et cherchent depuis lors à exercer des pressions sur les États-Unis pour qu'ils diminuent leurs subventions aux producteurs locaux de coton, pour que les producteurs africains puissent enfin vendre leurs produits sur les marchés internationaux. Évidemment, ce qui est dans leur mire ce sont les subventions à l'agriculture européennes et nord-américaines.

L.R. Vous attendez-vous à ce que la situation change dans un avenir quand même rapproché ou ça peut se poursuivre comme ça encore vraiment longtemps?

S.F.T. On va libéraliser. On va diminuer, en fait, tous les types de subventions à l'agriculture. C'est évident, tout simplement parce que ça coûte très cher. Les États-Unis, avec leur énorme déficit commercial, ne peuvent pas se permettre de poursuivre

sur cette voie encore longtemps. Ce sont plusieurs milliards aux États-Unis qui sont investis à chaque année pour maintenir des producteurs d'oranges, de soya et de blé. Ils ne peuvent pas maintenir de telles subventions. Ils vont continuer à financer la production agricole, mais ils vont diminuer la hauteur de la protection.

En Europe, c'est différent parce que le financement de la production agricole est indissociable d'une politique sociale plus générale. Lorsque l'on fait les courses dans les marchés européens, on en mesure tout de suite l'impact. Tout est moins cher qu'ici. Les produits laitiers, les viandes et les aliments transformés ne sont pas chers parce que, justement, les producteurs locaux profitent des subventions européennes. Il faut savoir que ceci génère un impact social important car les familles plus pauvres peuvent se procurer des aliments d'une certaine qualité à un coût qui reste quand même accessible. Ici, un voyage éclair au marché du coin suffit pour comprendre que ce n'est pas le

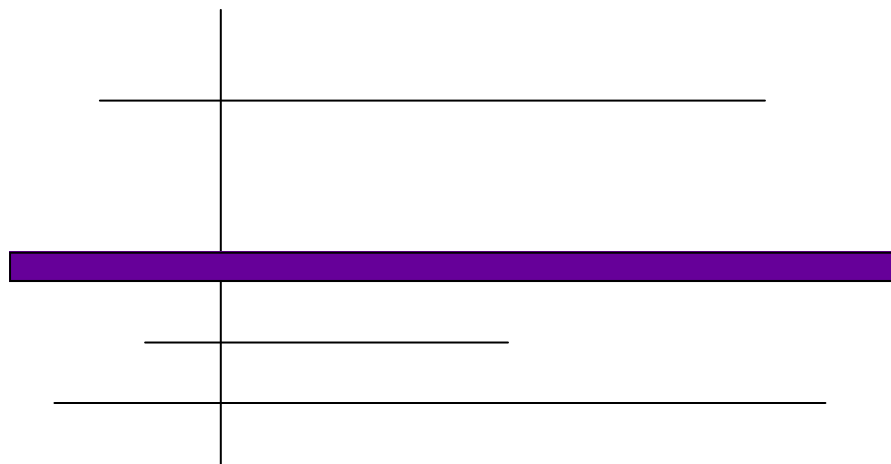
cas. On entend souvent les européens dire : « écoutez, on a, nous, une vision différente du développement, on veut que notre Politique agricole commune génère d'importants effets sociaux, on ne veut surtout pas qu'il y ait concentration de la production agricole ». José Bové en est l'exemple parfait : la priorité c'est le petit producteur local, qui reçoit un chèque de l'Union européenne pour maintenir sa petite production. Il y a des questions culturelles et des questions sociales qui y sont liées, mais il ne faut surtout pas oublier que même ces politiques produisent des impacts négatifs au niveau international. En effet, même si on subventionne la production agricole de manière différente aux États-Unis et en Europe, les milliards investis chaque année dans les deux régions ont des impacts déterminants au niveau des marges de manœuvre et des capacités de croissance des pays en développement, et c'est ce que l'on discute en ce moment à l'Organisation Mondiale du Commerce.

Suggestion de lecture pour démystifier la question de l'OMC et de l'agriculture

Monsieur Turcotte nous recommande l'ouvrage suivant :

Deblock, Christian. 2002. *L'organisation mondiale du commerce : où s'en va la mondialisation?* Saint-Laurent, Québec : Fides ; La Presse, 298 p.

Un chapitre, écrit par Sophie Dufour, y traite plus spécifiquement de la question agricole. Il s'agit du chapitre 4 : « L'agriculture, un secteur sensible ».



Appels de communication...

ENJEUX ET ACTEURS DE LA RÉGULATION

DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE.

Colloque présenté par

La Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (École des sciences de la gestion -
Université du Québec à Montréal)

et

Le Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (Université de Montréal -
HEC Montréal - Université Laval)

Corinne Gendron, Alain Lapointe, Denis Harrisson, Guylaine Vallée, Renée-Claude Drouin, Linda Rouleau

Dans le cadre du Congrès de l'ACFAS du 15 au 19 mai 2006
Université McGill, Montréal

Date limite de présentation des propositions : 13 février 2006

Date limite de présentation des communications pour les Actes du colloque : 15 mars 2006

L'actuelle dynamique de la mondialisation et de l'ouverture des marchés promues notamment par les acteurs corporatifs a radicalement modifié l'environnement économique et est également en voie de provoquer une profonde redéfinition du rôle des acteurs sociaux. Le déclin de l'État providence et de la social-démocratie, associé à l'effondrement du système fordiste caractérisé par une régulation nationale ancrée dans le territoire, a en effet profondément remis en cause la dynamique de la régulation. Le temps où l'État providence définissait les droits individuels, assurait la sécurité sociale et s'immisçait dans la régulation des activités économiques en appliquant une politique keynésienne est-il révolu? Les instances gouvernementales, qui étaient garantes de l'intérêt général et qui voyaient à limiter les abus des intérêts individuels à l'intérieur de ce compromis, se sont partiellement retirées. Là où on pouvait s'attendre, il n'y a pas si longtemps encore, à la présence et à l'efficacité de pouvoirs compensateurs capables notamment de relayer les attentes sociales à travers le mécanisme régulateur de la réglementation gouvernementale, on constate aujourd'hui que l'État a largement perdu, ou a renoncé, à son pouvoir de régulation.

La poussée de la mondialisation économique est évidemment au cœur de cette émasculatation des États nationaux. Il devient en effet de plus en plus difficile pour les pouvoirs publics de contrôler efficacement à partir du droit ou de la réglementation des comportements et des stratégies corporatives qui ne se laissent plus enfermer dans des frontières nationales. L'étiollement du pouvoir étatique s'accompagne donc d'un transfert de pouvoir à d'autres acteurs, en particulier aux firmes transcontinentales, reconfigurant *ipso facto* le rapport de force entre le politique et l'économique. Cette reconfiguration ne passe pas d'ailleurs inaperçue aux yeux de la société civile; elle engendre en effet une décrédibilisation de l'autorité publique auprès des citoyens qui croient de moins en moins dans l'existence d'une marge de manœuvre réelle du gouvernement. L'État ne serait donc pas seulement en perte de capacité de régulation, mais également en perte de légitimité. Plus le gouvernement se fait l'allié des entreprises dans une stratégie de développement centrée sur la conquête des marchés internationaux, moins les citoyens le perçoivent comme leur représentant légitime. De sorte que si l'on peut toujours croire en la possibilité d'un nouveau compromis social, il est cependant douteux que l'État puisse y être l'acteur principal. (suite à la page 22...)

...Alors, qui en seront les promoteurs et les porteurs? Qui seront les acteurs déterminants des modes de régulation émergents? Quels seront les vecteurs et les modalités de la nouvelle régulation? Comment s'articuleront les différents volets de la régulation à venir, notamment entre droit commercial, environnemental et du travail? Quel sera le rôle des institutions internationales? Quelle place prendront les accords privés et quelle en sera la portée régulatoire? Que peut-on espérer des modes inédits de régulation, comme la responsabilité sociale? Ce sont là quelques unes des préoccupations qui seront au cœur de ce colloque.

Cette ambitieuse réflexion appelle évidemment des regards croisés et nous y convions en conséquence des chercheurs de toutes disciplines, susceptibles de rendre compte des spécificités de la crise de la régulation aussi bien dans ses différents domaines, social, environnemental, droits du travail, droits humains... qu'en regard de la transformation du rôle des acteurs sociaux dans le renouveau régulatoire, que ce soient gouvernements, entreprises, institutions internationales, organisations syndicales, société civile ou nouveaux mouvements sociaux.

Les résumés des communications de 25 lignes devront avoir été reçus au plus tard le 13 février à l'adresse courriel suivante : levesque.sophie.4@courrier.uqam.ca et les versions finales des textes de 15 pages à double interligne le 15 mars. La durée des présentations sera de 20 minutes. Les meilleures communications seront retenues pour publication.

Veillez noter que l'inscription au congrès est obligatoire. Pour de plus amples renseignements, vous pouvez consulter le site Internet de l'ACFAS à l'adresse suivante : <http://www.acfas.ca/congres/>

Pour information :

Sophie Lévesque

Assistante de recherche

Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Université du Québec à Montréal (UQAM)

Levesque.sophie.4@courrier.uqam.ca

C O N V O C A T O R I A A P O N E N C I A S

Segundo coloquio internacional sobre el comercio justo:
El comercio justo y los objetivos del desarrollo sustentable
 Del 19 al 21 de junio 2006, UQAM, Montréal

Coloquio organizado por

El centro de investigación en responsabilidad social y en desarrollo sustentable

Problemática del coloquio

Nuestro coloquio abordará el tema del comercio justo y los objetivos del desarrollo sustentable. Más precisamente, proponemos explorar las contribuciones y los límites del comercio justo a la luz de los criterios sociales, ambientales y económicos del desarrollo sustentable. La meta de este coloquio es avanzar la reflexión que se inició durante el primer coloquio internacional del 2002 que tenía por título « Comercio justo, cooperativas y desarrollo sustentable » y que reunió a más de 200 personas. Este coloquio trilingüe (francés, español, inglés) se dirige a la vez a practicantes e investigadores sobre el tema.

El comercio justo es considerado como una alternativa al mercado convencional y tiene un objetivo triple que converge con el desarrollo sustentable, es decir, un desarrollo social, económico y ambiental. Debido a su preocupación por la justicia y la igualdad, el comercio justo propone cambiar las reglas del sistema neoliberal, al cual se opone ofreciendo un intercambio comercial con sentido social y político que va más allá del puro interés económico. De la misma manera, el comercio justo propone la creación de una red social rica en valores. Además, para los productores, este sistema pretende ser una herramienta de desarrollo que permite mejorar sus condiciones de vida, tener un acceso más justo a los mercados internacionales y estabilizar su situación económica.

El comercio justo se encuentra hoy en una encrucijada que inspira muchas interrogantes. ¿Cómo puede el comercio justo seguir siendo una alternativa al comercio convencional sin poner en riesgo su nicho en el mercado? ¿Cuáles son las ventajas, los riesgos y las condiciones de éxito de la certificación? ¿Es posible preservar los valores del movimiento al tiempo que se aumenta el volumen de ventas? Por ejemplo, ¿cuáles son las consecuencias de distribuir los productos de comercio justo en los grandes supermercados? ¿Cómo se pueden distinguir las iniciativas del comercio justo de aquellas de empresas comerciales dentro de una lógica de responsabilidad social y de desarrollo sustentable? ¿Cuál es la influencia del comercio justo sobre el contexto institucional y sobre las prácticas de las empresas comerciales? ¿El comercio justo permite realmente la mejora de las condiciones de vida de los productores? ¿Cómo se pueden comparar las exigencias del comercio justo en el Sur y en el Norte? ¿Cómo se viven de manera concreta los valores del comercio justo, tanto en los productores como en los distribuidores y los consumidores? Estas son sólo algunas de las preguntas que podrían ser abordadas y discutidas a profundidad a lo largo de este coloquio.

Sugerencia de temas para la propuesta de textos (esta lista no es exhaustiva):

Las repercusiones del comercio justo en términos de desarrollo sustentable / El comercio justo: ¿un nuevo movimiento social o un nicho de mercado? / Vías alternativas futuras para el comercio justo: su potencial, sus límites, sus implicaciones y sus riesgos de deriva / Prácticas alternativas y comercio justo / El potencial regulador del comercio justo / Estudios de caso de las organizaciones de comercio justo / Estudio de percepción de los consumidores / Estudios de mercado / Estudios sectoriales: el mercado de café, el sector alimenticio, los textiles, el turismo justo / Meta análisis (síntesis) de estudios sobre el comercio justo / Análisis del contexto jurídico e institucional / La perspectiva crítica del comercio justo y del desarrollo sustentable / El papel del comercio justo en la gobernabilidad de las empresas y de los mercados globalizados / Estudio comparativo de los valores y de las prácticas del comercio justo y de la responsabilidad social de la empresa / La relación entre el comercio justo y la economía social (cooperativas y organizaciones sociales sin fines de lucro)

Difusión y premios

Los textos de las ponencias enviadas antes de la fecha límite serán publicados en las Actas del coloquio. Los autores de las mejores comunicaciones serán invitados a participar en la publicación de una obra colectiva. Los premios para la mejor ponencia serán otorgados en las siguientes categorías:

Estudiante / estudio de caso / meta análisis (síntesis teórica) / análisis histórico / estudio de mercado o de percepción de los consumidores / estudio estratégico del sector o del nicho de mercado / comercio justo y desarrollo sustentable / comercio justo, gobernabilidad, regulación y conceptos recurrentes (por ejemplo, responsabilidad social de la empresa, economía solidaria y social) / prácticas alternativas, problemática y perspectivas para el futuro.

Tipos de propuestas

Las propuestas pueden tomar dos formas, ya sea la de una ponencia o la de un taller. La propuesta de ponencias consiste en la presentación del o de los autores, del título y del resumen de la presentación. Las ponencias retenidas serán agrupadas según el tema por los organizadores del coloquio.

Por taller queremos decir un foro de discusión donde los participantes, elegidos según su experiencia o conocimiento particular, son invitados a discutir y debatir acerca de un tema en especial. La propuesta para un taller debe precisar el nombre y la afiliación del responsable del taller (de aquel que somete la propuesta), del presidente de la sesión, de cada uno de los participantes del panel (justificando la elección), y de los comentaristas, si es el caso. La propuesta para el taller debe también incluir una descripción del tema que será abordado y de su pertinencia, así como de la manera que será abordado. El responsable del taller es también responsable de su organización y cada miembro del panel debe comprometerse a participar (favor de añadir un correo electrónico con la confirmación de los participantes de la propuesta). Un espacio completo dentro del coloquio será reservado para los talleres (cerca de una hora y media o según las indicaciones del responsable de la propuesta de taller).

Comité científico : Marie-France Turcotte (UQAM), Corinne Gendron (UQAM), Louis Favreau (UQO), Jean-Guy Vaillancourt (UdeM), Marie-Claire Malo (HEC-Montréal), Olga Navarro-Flores, Darryl Reed (U. York).

Fecha límite para la presentación de resúmenes : 15 de octubre 2005

Fecha límite para la presentación de ponencias : 1 de mayo 2006

CRITERIOS DE PRESENTACIÓN DE LAS PROPUESTAS: www.esg.uqam.ca/crsdd

A P P E L D E C O M M U N I C A T I O N

Deuxième colloque international sur le commerce équitable

Le commerce équitable et le développement durable

19 au 21 juin 2006, UQAM, Montréal

Organisé par

La Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Problématique du colloque

Le colloque porte sur le commerce équitable et les visées du développement durable. Plus précisément, nous proposons d'explorer les contributions et limites du commerce équitable à la lumière des visées sociales, environnementales et économiques du développement durable. L'objectif de ce colloque est de poursuivre la réflexion amorcée lors du premier colloque international de 2002 qui avait pour titre « Commerce équitable, coopératives et développement durable » et qui avait réuni plus de 200 personnes. Ce colloque trilingue (français, espagnol, anglais) s'adresse à la fois aux chercheurs et aux praticiens.

Le commerce équitable se présente comme une alternative au marché conventionnel et s'est fixé des objectifs qui rejoignent ceux d'un développement durable, soit un développement social, économique et environnemental. Dans un souci de justice et d'équité, le commerce équitable propose de changer les règles du système néo-libéral auquel il s'oppose. Il intègre à l'échange une signification sociale en investissant les transactions économiques d'un contenu social et politique. Le commerce équitable a aussi créé un réseau social chargé de valeurs. Pour les producteurs, le commerce équitable se dit être un outil de développement permettant d'améliorer leurs conditions de vie, d'avoir un accès selon des conditions plus justes aux marchés internationaux et de stabiliser leur situation économique.

Le commerce équitable se retrouve aujourd'hui à la croisée des chemins et ses enjeux posent de nombreuses questions. Comment le commerce équitable peut-il demeurer une alternative se distinguant du commerce conventionnel sans toutefois risquer la marginalisation ? Quels sont les avantages, les risques et les conditions de succès de la certification ? Est-il possible de préserver les valeurs du mouvement tout en accroissant les parts de marché ? Par exemple, quelles sont les conséquences de distribuer les produits du commerce équitable dans les grandes chaînes de magasins ? Comment les initiatives du commerce équitable se distinguent-elles de celles des entreprises commerciales qui développent des politiques de responsabilité sociale et de développement durable ? Quelle est l'influence du commerce équitable sur le contexte institutionnel et les pratiques des entreprises commerciales ? Le commerce équitable permet-il l'amélioration des conditions de vie des producteurs ? Comment se comparent les exigences du commerce équitable au Sud et au Nord ? Comment se vivent de manière concrète les valeurs du commerce équitable et ce, tant chez les producteurs, les distributeurs que les consommateurs ? Voici quelques-unes des questions que le colloque donnera l'occasion d'approfondir.

Suggestions de thèmes et de sujets pour les propositions de textes (cette liste ne se veut pas limitative) :

Les répercussions du commerce équitable en termes de développement durable / Le commerce équitable : nouveau mouvement social ou niche de marché ? / Voies d'avenir pour le commerce équitable : son potentiel, ses limites, ses enjeux et ses risques de dérive / Pratiques alternatives et commerce équitable / Le potentiel régulateur du commerce équitable / Études de cas d'organisations du commerce équitable / Études de perception des consommateurs de commerce équitable / Études de marché du commerce équitable / Études sectorielles du commerce équitable, par exemple, la filière du café, le secteur alimentaire, le textile, l'artisanat, le tourisme équitable / Études historiques du commerce équitable / Histoires de vie d'acteurs du commerce équitable / Méta analyse (synthèse) des études sur le commerce équitable / Analyses des contextes juridiques et institutionnels du commerce équitable / Perspective critique sur le commerce équitable et le développement durable / Rôle du commerce équitable dans la gouvernance des entreprises et des marchés mondialisés / Étude comparative des valeurs et des pratiques du commerce équitable et de la responsabilité sociale d'entreprise / Liens entre le commerce équitable et l'économie sociale (coopératives et OSBL)

Diffusion et prix

Les textes des communications retenues qui seront remis dans les délais prescrits seront publiés dans les Actes du colloque. Les auteurs des meilleures communications pourront être invités à participer à la publication d'un ouvrage collectif. Des prix pour la meilleure communication seront remis dans plusieurs catégories :

étudiante / étude de cas / méta analyse (synthèse théorique) / analyse historique et histoire de vie / étude de marché ou de perception des consommateurs / étude stratégique de secteur ou de filière / commerce équitable et développement durable / commerce équitable, gouvernance, régulation et concepts concurrents (par exemple, responsabilité sociale d'entreprise, économie sociale) / pratiques alternatives, enjeux et perspectives d'avenir.

Types de propositions

Les propositions peuvent prendre deux formes, soit celle d'une **communication** ou celle d'un **atelier**. La proposition de la communication consiste en la présentation de son ou de ses auteurs, du titre et du résumé de la présentation. Les communications retenues seront regroupées par thèmes par les organisateurs du colloque.

Par atelier nous voulons dire un forum de discussion où plusieurs participants choisis pour leur expertise ou leur expérience particulière sont invités à venir discuter et débattre d'un sujet. La proposition pour un atelier doit préciser le nom et l'affiliation du responsable de l'atelier (celui qui soumet la proposition), du président de séance, de chacun des participants du panel (avec justification de ce choix), et des commentateurs s'il y a lieu. La proposition pour l'atelier doit aussi inclure une description du thème abordé, de sa pertinence, et de la façon dont il sera abordé. Le responsable de l'atelier est responsable de son organisation et chaque membre du panel doit s'engager à y participer (joindre un courriel de confirmation à la proposition). Une période complète du colloque (environ 1h30 ou selon les spécifications du responsable de la proposition d'atelier) sera réservé pour l'atelier à l'intérieur du colloque.

Comité scientifique d'organisation du colloque : Marie-France Turcotte (UQAM), Corinne Gendron (UQAM), Louis Favreau (UQO), Jean-Guy Vaillancourt (UdeM), Marie-Claire Malo (HEC-Montréal), Olga Navarro-Flores, Darryl Reed (U. York).

Date limite de présentation des propositions : **15 octobre 2005**

Date limite de présentation des communications pour les Actes du colloque : **1 mai 2006**

RENSEIGNEMENTS SUR LES MODALITÉS DE SOUMISSION : www.esg.uqam.ca/crsdd

CALL FOR PAPERS

Second International Fair Trade conference
Fair Trade and Sustainable Development
 June 19 to June 21 2006, UQAM, Montreal

Sponsored by the
 Chair in Social Responsibility and Sustainable Development
 Université du Québec à Montréal (UQAM)

The **Fair Trade and Sustainable Development** conference aims to explore the contributions and limits of Fair Trade from the perspective of the social, economic and environmental goals of sustainable development. The goal of the conference is to continue the analysis begun at the first international conference held in 2002, which brought together more than 200 people under the banner: "Fair Trade, Cooperatives and Sustainable Development". Researchers as well as practitioners are invited to attend this conference which will be conducted in English, French and Spanish.

Fair Trade is an alternative economic network embedded in social values. Based on the values of justice and equity, Fair Trade presents a critique of the neo-liberal economic order and globalization and seeks to change the ways international business is conducted by injecting social and political considerations into economic transactions. For local producers, Fair Trade serves as a development tool to improve their living conditions, to provide fairer access to international markets and to stabilize their economic situation. Under certain conditions, Fair Trade can serve to popularize more environmentally sustainable practices.

Today, Fair Trade finds itself at a crossroads which poses challenges and raises numerous questions. How can Fair Trade remain an alternative that distinguishes itself from conventional trade without bearing the risk of remaining marginal? What are the advantages, the risks and the conditions of success for fair trade certification? Is it possible to preserve the movement's values while increasing market access? For example, what are the consequences of distributing Fair Trade products in supermarkets? How do Fair Trade initiatives distinguish themselves from other commercial enterprises that have socially responsible and sustainable policies? What influence has Fair Trade had on the institutional context and practices of traditional business enterprises? Does Fair Trade improve the living conditions of producers? How do Fair Trade requirements compare for organizations from the North and from the South? These are some of the questions that will be addressed during the conference.

Suggested Themes and Subjects for Proposals (this list is not intended to be exhaustive):

Fair Trade's impact on sustainable development / Fair Trade: new social movement or market niche? / Future avenues for Fair Trade: potential, limits, challenges and risks of being side tracked. / Alternative practices and Fair Trade / Fair Trade's and the regulation of the economy / Case studies of Fair Trade organizations / Study of consumer perceptions and buying behaviour of Fair Trade products / Market studies of Fair Trade / Sectoral analysis of Fair Trade, for example, coffee, agriculture, processed food, textiles, handicrafts, tourism / Historical studies of the Fair Trade movement and of Fair Trade organizations / Life stories of Fair Trade promoters or practitioners / Meta-analysis of research on Fair Trade / Analysis of the legal and institutional context of Fair Trade / Critical perspective on Fair Trade and sustainable development / The role of the Fair Trade movement in the governance of global corporations markets / Comparative study of the values and practices of Fair Trade and of Corporate Social Responsibility / Links between the Fair Trade and the social economy (cooperatives and NGOs) movements

Publication and prizes

Papers selected for the conference which have been submitted by the deadline (May 1st, 2006) will be published in a volume of Conference Proceedings. Some authors will be invited to contribute their submissions as a chapter in an edited book. Prizes for the best papers will be awarded in several categories:

Student / Case studies / Meta analysis / Historical studies and life stories / Market and consumer perception studies / Strategic and sectoral analysis / Fair Trade and sustainable development / Fair Trade, governance, regulation and competing concepts (for example, corporate social responsibility, social economy) / Alternative practices, challenges and future perspectives

Types of proposals

Proposals will be accepted for both **papers** and **workshops**. Proposals for papers must include the name of the author(s), the title and an abstract. Papers selected will be grouped into themes by the organizers of the conference.

By workshop we mean a discussion forum where several participants, selected for their particular expertise or experience, are invited to discuss and debate a topic. The proposal for a workshop must specify the name and affiliation of: 1) the convener of the workshop (the person submitting the proposal); 2) the chair of the workshop (which may be the convener or a different individual); 3) each member of the workshop panel as well as; 4) any commentators (if applicable). The workshop proposal must include a description of the theme for discussion, its relevance and how it will be approached. The choice of the members of the panel must also be explained. The convener is responsible for organizing the workshop. Each panel member must confirm their willingness to participate (please attach an e-mail confirmation from each panelist). A complete session of the conference will be allocated for the workshop (approximately 90 minutes, but this may vary at the discretion of the convener).

Scientific committee: Marie-France Turcotte (UQAM), Corinne Gendron (UQAM), Louis Favreau (UQO), Jean-Guy Vaillancourt (UdeM), Marie-Claire Malo (HEC-Montréal), Olga Navarro-Flores, Darryl Reed (U. York).

Final date for submission of abstracts: **October 15th, 2005**

Final date for submission of papers: **May 1st, 2006**

SÉMINAIRES SCIENTIFIQUES DE LA CHAIRE 2005-2006

La gouvernance et la légitimité

Pour une quatrième année consécutive, la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable a le plaisir de vous convier à sa série annuelle de séminaire sur la gouvernance et la légitimité. Cette série annuelle de séminaires scientifiques fait suite à la série de séminaires sur la responsabilité sociale de l'entreprise (2002-2003), à celle sur la régulation (2003-2004) et à celle sur les nouveaux mouvements sociaux économiques (2004-2005). En continuité avec celles-ci, la série sur la gouvernance et la légitimité vise à étudier des œuvres fondamentales afin de développer une compréhension approfondie de ces deux thèmes susceptible d'enrichir nos analyses sur la responsabilité sociale, les innovations régulatrices et les nouveaux mouvements sociaux économiques.

La mondialisation économique et financière a considérablement réduit la capacité des États à exercer un contrôle sur l'activité économique en général, dont une large portion est désormais « déterritorialisée », mais préside également à une nouvelle dynamique entre les États et les entreprises multinationales qui sont devenues, avec les institutions commerciales internationales, les acteurs clefs de la mondialisation (Petrella, 1989). Bon nombre d'activités sont ainsi soustraites du pouvoir coercitif de l'État national et le contrôle que celui-ci exerce sur un territoire, légitimé selon une logique démocratique, cède la place à un ordre mondial négocié entre États, à propos de leurs entreprises et de leurs marchés, ordre négocié venant se répercuter sur les politiques mises en œuvre à l'échelle nationale. Par ailleurs, le quasi-gouvernement commercial que représente l'OMC entre en contradiction avec d'autres institutions en émergence, témoignant d'une nouvelle facette de la mondialisation, plus précisément les forums alternatifs portés par une société civile qui se structure à l'échelle internationale (De Sousa-Santos, 2001) et le droit « normatif » mondial (pénal et environnemental, par opposition au droit commercial) (Rocher, 2001). La pluralité des systèmes juridiques à l'échelle internationale pose des problèmes de compatibilité, d'articulation et de hiérarchisation qui n'ont pas encore été résolus (Juillet, 2001). Quant aux mobilisations sociales, leur caractère mondial les érige en nouvel interlocuteur des entreprises et des institutions commerciales internationales, mais ce non seulement dans l'arène sociale et politique, mais aussi sur la scène économique. Enfin, sur le plan national, nous assistons également à de profondes transformations des processus de réglementation qui tendent à devenir partenariaux, négociés, volontaires et progressifs (Yssalis, 1999; Schrecker, 1984; Rocher, 2001; Halley, 1997; Harrison, 1997; Gendron et Turcotte, 2003). Tout cela survient dans un contexte où les institutions économiques, les gouvernements, les entreprises et d'autres acteurs vivent une crise de légitimité (Weber 1995, Habermas 1997, Beck 2001). Dans le cas des systèmes politiques, on a remis en question leur capacité à légitimer leur pouvoir et leur rationalité (Weber 1995, Habermas 1976). Nous le verrons au fil des séminaires, le politique n'est pas la seule sphère de la société qui cherche à recouvrer une légitimité en crise. En somme, nous souhaitons éclaircir, dans le cadre de cette quatrième année, les termes du débat sur les transformations de la nature et des modes de gouvernance à l'ère de la mondialisation, en étudiant des auteurs clefs (Weber, Beck, Habermas, Foucault, etc.) et en nous penchant notamment sur les théories de la gouvernance et sur quelques institutions clefs et leur fonctionnement (à l'échelle internationale : OMC, ALENA, UE, Tribunal pénal international, OIT, etc.; à l'échelle nationale, les comités multipartites de réglementation, les contrats « réglementaires », etc.).

La série se présente comme une continuité où seront notamment étudiés des auteurs classiques, en allant vers des auteurs de plus en plus contemporains ainsi que certains commentateurs de ces auteurs. Vous trouverez en annexe la programmation ainsi que les thématiques des différents séminaires. Cette année, ceux-ci se tiendront un jeudi de chaque mois, de 14h00 à 17h00.

SÉMINAIRES SCIENTIFIQUES DE LA CHAIRE 2005-2006

La gouvernance et la légitimité

Premier séminaire – 15 septembre 2005 : Weber, Max. *Économie et société*.

Deuxième séminaire – 6 octobre 2005 : Habermas, Jürgen. *Droit et démocratie* et *Raison et légitimité*.

Troisième séminaire – 3 novembre 2005 : Ladrière, Paul et Claude Gruson. *Éthique et gouvernabilité*.

Quatrième séminaire – 1^{er} décembre 2005 : Foulcalt, Michel. *Sécurité, Territoire, Population et Naissance de la biopolitique*.

Cinquième séminaire – 26 janvier 2006 : Beck, Ulrich. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation* et *La société du risque*.

Sixième séminaire – 16 février 2006 : March, James G. et Johan P.Olsen. *Democratic governance*.

Septième séminaire – 16 mars 2006 : Held, David. *Democracy and the global order*.

Huitième séminaire – 13 avril 2006 : Beauchemin, Jacques. *La société des identités*.

Neuvième séminaire – 18 mai 2006 : Pierre, Jon et Guy B.Peters. *Governance, politics and the state*.

Dixième séminaire – 8 juin 2006 : Séminaire synthèse

Renseignements: crsdd@uqam.ca

CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable
ESG UQÀM

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal
Case postale 6192
Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 4R2

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972#

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: crsdd@uqam.ca

Visitez notre site Internet

www.crsdd.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique

crsdd@uqam.ca

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Rédactrice en chef : Lysiane Roch

Rédacteur-adjoint, mise en page : Julien Boucher

Collaborateurs : Annelies Hodge, Pierre-Olivier Tremblay, René Audet.

Pour soumettre un article, prière de consulter le site web www.crsdd.uqam.ca.